

L'énergie

La réduction de production du 1^{er} mars a été suivie d'une augmentation de taxe d'un demi-cent le litre. Mais celle du 1^{er} juin nous a valu une augmentation de taxe de près du triple. Beaucoup de gens se demandent pourquoi, car les importations sont en baisse. Elles ont diminué au cours des deux premiers de l'année, d'après les chiffres de Statistique Canada qui m'ont été communiqués ce matin. D'une année sur l'autre, la baisse des importations a été de 16 p. 100. En février et mars, la consommation a diminué de 10 p. 100. Pendant la fin de semaine, le Mexique a réduit son prix de \$4, et le Royaume-Uni de \$2. Les rapports financiers du gouvernement montrent que les divers fonds ont des excédents de 250 millions. A l'échelle mondiale les économies d'énergie progressent. Les retombées sur le Canada devraient augmenter. Donc, notre consommation va diminuer.

D'ailleurs, les services du ministre communiquent avec les sociétés pour leur faire savoir que la demande est en baisse et que si la tendance se poursuit, il ne sera pas nécessaire d'importer autant de pétrole que la dernière réduction albertaine n'en comporte. Alors, pourquoi avoir décidé une augmentation de prix si importante la semaine dernière?

M. Baker (Nepean-Carleton): Les sous, les sous, toujours les sous.

M. Wilson: Je terminerai en disant que la publicité trompeuse du ministre des Finances doit paraître de très mauvais goût aux Canadiens obligés de se débrouiller avec des revenus insuffisants, car ils savent que le gouvernement préfère donner de l'argent aux actionnaires étrangers et aux intermédiaires à commission plutôt que de verser de légères subventions proportionnelles aux augmentations de prix causées par son incapacité et son inaction. Le premier ministre répond que les automobilistes n'hésitent pas à s'acheter de l'essence chère pour faire marcher leurs voitures sport. Mais les autres, qui n'ont jamais eu de voiture sport et qui n'ont jamais eu l'intention d'en avoir? D'ailleurs, s'il y en a un qui pilote une voiture à hautes performances, c'est bien le premier ministre, qui monte dans sa petite Mercedes sport quand il a envie de s'amuser. Question de point de vue, mais nous ne sommes pas d'accord avec les gouvernementaux.

Des voix: Bravo!

L'hon. Judy Erola (ministre d'État (Mines)): Monsieur l'Orateur, c'est mon tour de participer au débat sur la motion, à caractère négatif évidemment, du député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) au sujet du prix du pétrole. Je n'ai pas pu m'empêcher de penser que si nous pouvions capter tout le vent que renferment les propos des gens de l'autre côté, nous pourrions aisément résoudre les problèmes énergétiques du Canada.

A n'en pas douter, le prix du pétrole est assez élevé cette année, mais il se stabilisera au cours des trois prochaines années. Nos projections indiquent qu'en 1984, le prix canadien du pétrole sera sensiblement moins élevé que celui que mes collègues de l'autre côté avaient proposé dans leur néfaste budget de 1979.

Le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) a employé le mot «inadmissible». Je crois que les Canadiens vont plutôt se

souvenir longtemps de la taxe la plus inadmissible de toutes, celle de 18c. le gallon que projetaient les conservateurs.

Mlle MacDonald: Elle était de 9c.

Mme Erola: Je rappelle aux Canadiens qu'elle devait s'ajouter à d'autres hausses prévues. Ce sont manifestement les moins aptes à se défendre qui auraient eu le plus à en souffrir.

Nous, députés ministériels, avons à cœur d'établir pour le pétrole un prix bien canadien qui tienne compte de notre richesse relative dans le domaine énergétique. Les Canadiens savent que les membres de l'OPEP imposent à la communauté internationale un prix artificiel qui ne tient absolument pas compte de ce qu'extrait le pétrole au Canada ou en Arabie Saoudite, par exemple, peut bien coûter. C'est un prix que le monopole qui domine le marché international du pétrole fixe arbitrairement. La politique énergétique du gouvernement veut éviter aux Canadiens des générations futures le joug de relations aléatoires avec un fournisseur étranger.

Des voix: Bravo!

Mme Erola: Mon collègue le député d'Etobicoke-Nord (M. MacLaren) doit préciser ce que coûtera le programme de remplacement. Ce programme est le premier d'une série d'initiatives visant à aider les Canadiens à adopter d'autres formes d'énergie produites chez nous. Les Canadiens moyens dans toutes les régions du Canada devraient s'en prévaloir.

Le député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) a laissé entendre tout à l'heure que les consommateurs protestaient énergiquement contre le prix du pétrole au Canada, qu'ils réagissaient négativement. Si le député avait pris le pouls de ses électeurs, il saurait que le programme canadien de remplacement du pétrole est très populaire partout au Canada; il donne d'excellents résultats.

Le député d'Etobicoke-Centre a parlé de la baisse de la consommation de pétrole au Canada durant le premier trimestre de 1981. Je voudrais répéter ces chiffres. Au cours de ce premier trimestre, la consommation quotidienne est tombée à 530,000 barils, comparé à 644,000 barils en moyenne en 1980.

M. Wilson: Ces chiffres sont inexacts.

Mme Erola: Cette baisse de la consommation résulte des mesures de conservation d'énergie, du programme énergétique national.

Je voudrais, pour la gouverne du député de Vancouver-Kingsway, énumérer les programmes lancés par le gouvernement. Nos vis-à-vis connaissent mal ces programmes, et en ignorent parfois même l'existence.

Premièrement, je vais traiter brièvement du charbon. Il est indéniable que le charbon prendra de plus en plus d'importance dans le bilan énergétique canadien au cours de la prochaine décennie, et que la production sera multipliée par trois ou cinq d'ici l'an 2000. En outre, il devient de plus en plus évident qu'avant longtemps, certainement d'ici 1985, le commerce international du charbon sera florissant.